

The background of the slide is a landscape photograph. In the foreground, there is a large, reddish-brown mining site with several mounds of earth and rocks. The middle ground shows a dense forest of trees with green and brown foliage. In the background, there are blue mountains under a sky with scattered white clouds.

# Géographie d'une enquête publique : Analyse spatiale des registres d'observations établis lors de la demande d'autorisation d'exploitation par la Société ALTEO GARDANNE

J.-C. Raynal, N. Boutin, P. Batteau  
(AMU-CNRS, ECCOREV, IMBE)



# Remerciements :

Pour la contribution **d'étudiantes en Master 2 "Ecologie et biosciences de l'environnement"** de l'ENSAT (Toulouse) pour la saisie des données et la réalisation d'entretien :

- **Willy-Anne Byache**
- **Mathilde Castro**
- **Blandine Souche**
- **Jennifer Techer**
- **Nora Tupinier**

Pour avoir accepté de participer aux entretiens :

- **Michel Mazzoleni - Blogueur : La Loupe de Simiane**
- **Christian Merono - Secrétaire du Comité d'Entreprise d'Alteo**
- **Jacques Mordini - Retraité, ancien directeur de recherche (Pechiney)**





# L'enquête publique (EP) : Rappels historiques et réglementaires (Fr)

-L'EP fait partie des « **procédures ou de pratiques destinées à associer les citoyens à la décision** »... qui composent la « **démocratie participative à la française** »... faite « **d'un fatras de dispositifs** » (concertation, référendums locaux, ...) (Blatrix, 1996, 1997, 1999... 2009)

-Héritage du XIXème (loi de 1810) : respect du droit de propriété lors d'expropriations → **La loi Bouchardeau** du 12 juillet 1983 fixant un objectif de **protection de l'environnement** et de **démocratisation** (Blondiaux et Sintome, 2002)

- **Réforme de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010** (Betaille, 2010) → loi ENE Engagement National pour l'Environnement, dite Grenelle 2 et dont le but est :

« d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers, et de recueillir l'avis du public sur ces opérations afin de permettre à la personne publique, dans le cas d'espèce la commune, de disposer des éléments nécessaires à son information»  
(Code env. Art. L.123-1 à L. 123-19 et R. 123-1 à R. 123-46 du code de l'environnement.).

- **Plus de 5 000 enquêtes publiques** sont organisées chaque année en France (Compagnie Nationale des Commissaires enquêteurs, 2016)



# L'enquête publique : Rappels historiques et réglementaires (Cas Alteo)

**04 janvier 1966**

décret déclarant d'utilité publique : construction d'une canalisation → l'évacuation des résidus solides

**25 mai 1978**

Arrêté préf. autorisation d'exploiter Aluminium Pechiney à Gardanne

**24 mai 1994**

Arrêté préf. imposant des prescriptions complémentaires considérant les avancées régl. scientif. techni. « l'exploitant réduira les quantités de boues rouges rejetées ... »

**1<sup>er</sup> jul. 1996**

Arrêté préf. ... "considérant la Convention de Barcelone l'engagement de progrès ... la poursuite.. diminution ... des résidus et ... valorisation, la société ... cessera tout rejet en mer au **31/12/2015..**"

**19 mai 2014**

**Demande Alteo :** modifier les conditions d'exploitation ... incluant un rejet en mer Méditerranée de ses effluents liquides à/c 01/01/2016.  
**Demande Aluminium Pechiney** → autorisation concession d'utilisation du domaine public maritime pour les canalisations... et aménagements annexes existants ... **poursuite du rejet en mer des eaux traitées**

**26 mar. 2015**

AP ouverture enquête publique unique

**3 avr. 2015**

AP retrait enquête publique unique

**15 jul 2015**

AP organisation d'une enquête publique unique : → 17 août au 25 septembre

**23 oct. 2015**

Avis favorable de la Commission d'enquête

**28 déc. 2015**

AP Concession d'utilisation des dépendances du **Domaine Public Maritime** à la **Société Aluminium Pechiney...** → 15 ans  
AP autorisant la **société Alteo Gardanne** des modifications visant à cesser les rejets en mer des résidus de fabrication tout en maintenant le rejet d'un effluent liquide résiduel... → 2021

Fin 2015 arrêt des boues rouges

AFC 1893 ←

**16 fév. 1976**

Signature de la Convention de Barcelone ratifiée par la Fr en 1978

**19 jul. 1976**

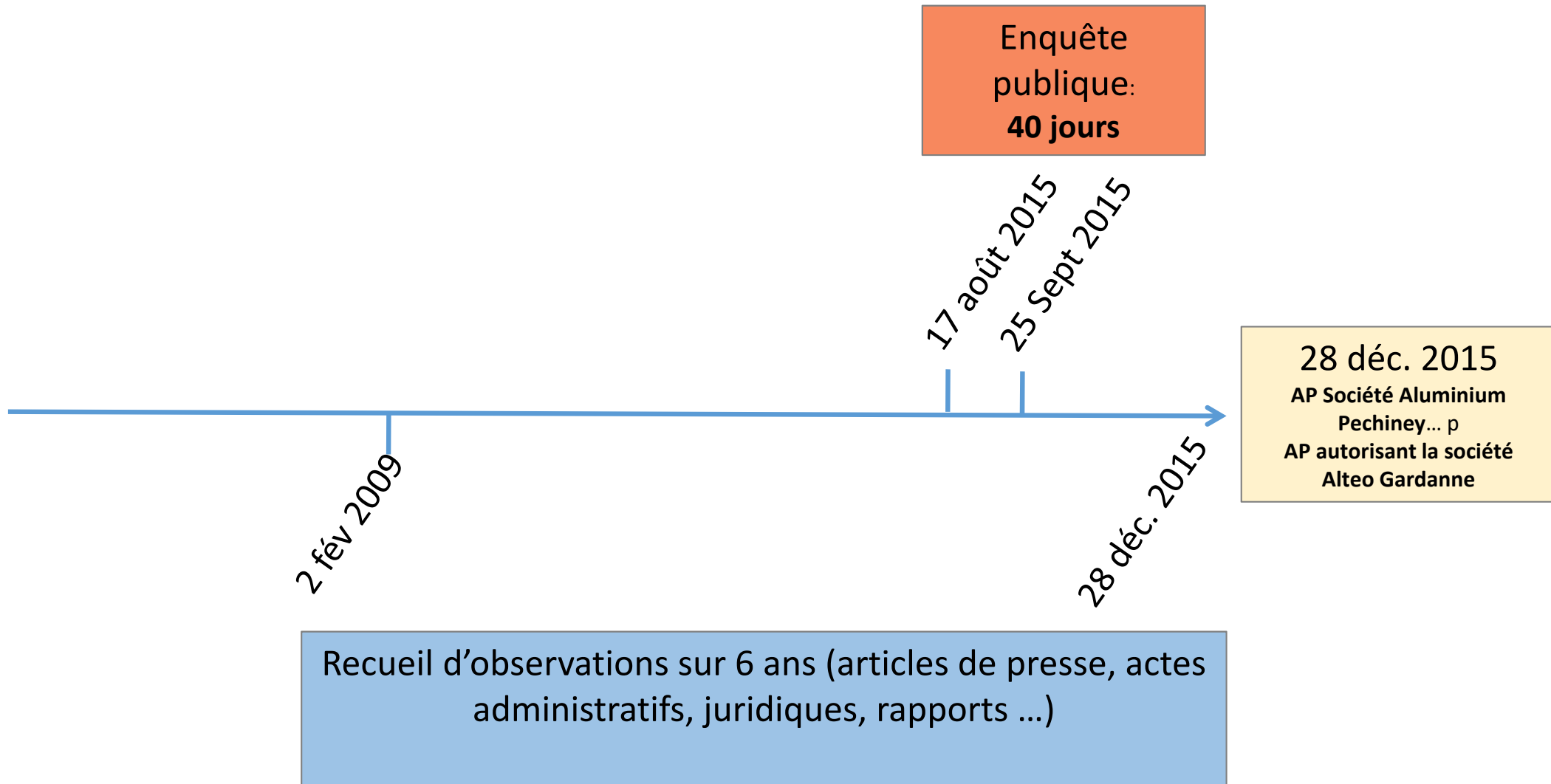
Loi sur les ICPE

**18 avr. 2012**

Décret portant création du Parc National des Calanques



# Comparaison observations de l'enquête publique versus recueil d'observations



# Comparaison internationale : Etude comparative de participation du public

- Cas Alteo Gardanne, France

et

- Cas Rio Tinto, Vaudreuil, Canada : Le projet Vaudreuil au-delà de 2022 consiste en l'étude de l'expansion de l'actuel site de disposition de résidus de bauxite afin de permettre de prolonger la vie de l'Usine Vaudreuil (consultation en cours)

- Cas de la mine de Rosemont, Pima County, Arizona : projet d'ouverture d'une mine à ciel ouvert (Boyer, 2016)



# Objet de l'enquête publique - 2 formulations :

## 1. par la société ALTEO GARDANNE pour l'autorisation de modifier les conditions d'exploitation de l'usine d'alumines :

- ✓ l'arrêt au 31 décembre 2015 du rejet actuel de résidus solides (boues rouges) par un émissaire en mer Méditerranée au large de Cassis aboutissant en tête du canyon de la Cassidaigne,
- ✓ la poursuite à compter du 1er janvier 2016 d'un rejet d'effluents liquides (eaux de procédé, eaux utilitaires, eau brute et eaux pluviales) par le même émissaire.

## 2. par la société ALUMINIUM PECHINEY :

- ✓ pour la concession d'utilisation du Domaine Public Maritime sur la commune de Cassis,
- ✓ pour les canalisations, les câbles de protections cathodiques et matériels et aménagements annexes existants nécessaires à l'activité et à la poursuite du rejet en mer des eaux traitées.

## DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

COMMUNES : AIX-EN-PROVENCE, ALLAUCH, AUBAGNE, AURIOL,  
BELCODENE, BOUC-BEL-AIR, CADOLIVE, CASSIS, CARNOUX,  
CEYRESTE, FUVEAU, GARDANNE, GEMENOS, GREASQUE,  
LA BOUILLADISSE, LA CIOTAT, LA DESTROUSSE,  
LA PENNE SUR HUVEAUNE, MARSEILLE, MEYREUIL, MIMET,  
PEYNIER, PEYPIN, ROQUEFORT-LA-BEDOULE, ROQUEVAIRE,  
SAINT-SAVOURNIN, SIMIANE-COLLONGUE.

# ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

*Du lundi 17 août 2015 au vendredi 25 septembre 2015 inclus*

Maîtres d'Ouvrages  
Société ALTEO GARDANNE et Société ALUMINIUM PECHINEY

## TOME I PIECE III RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Jean Pierre FERRARA président  
Christian GAROBY titulaire  
Serge SOLAGES titulaire  
Patrick SALOME suppléant

<http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/content/download/16765/105030/file/Rapport%20de%20la%20commission%20d>

→ Demande d'autorisation de la Société Alteo Gardanne de modifier les conditions d'exploitation de l'usine d'alumine incluant un rejet en mer Méditerranée de ses effluents liquides à compter du 01/01/2016

→ Demande de la Société Aluminium Pechiney pour l'autorisation d'une concession d'utilisation du domaine public maritime pour les canalisations etc... nécessaires à l'activité et à la poursuite du rejet en mer des eaux traitées.

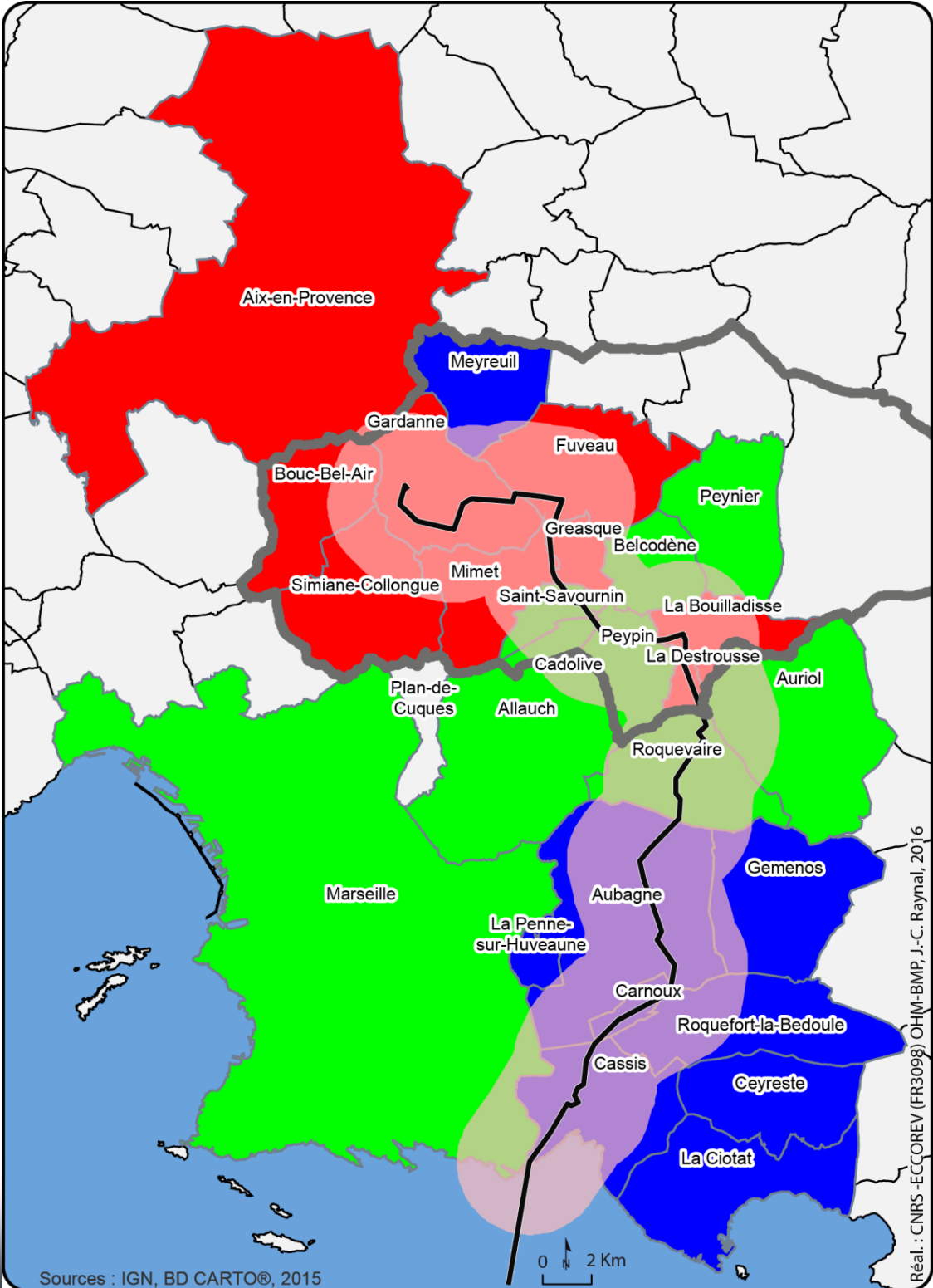
Document de 876 p.

Registres d'observations



# Attribution des secteurs par commissaires enquêteurs

- Secteur 1 : M. Jean-Pierre FERRARA (n=9)
- Secteur 2 : M. Christian GAROBY (n=9)
- Secteur 3 : M. Serge SOLAGES (n=9)
- Limite communale
- Conduite Pechiney
- ◐ Emprise 3 km autour de la conduite



Sources : IGN, BD CARTO®, 2015

Réal. : CNRS - ECCOREV (FR3098) OHM-BMP, J.-C. Raynal, 2016

# Exemple du contenu d'un registre

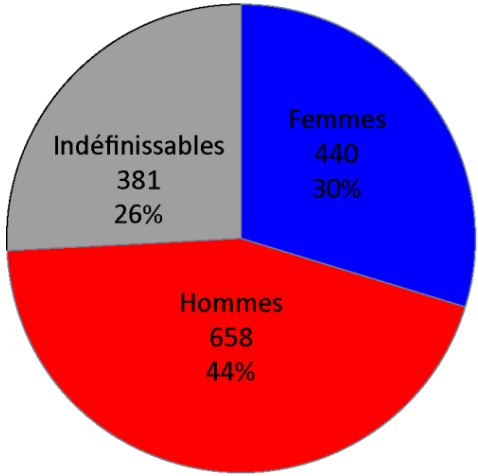
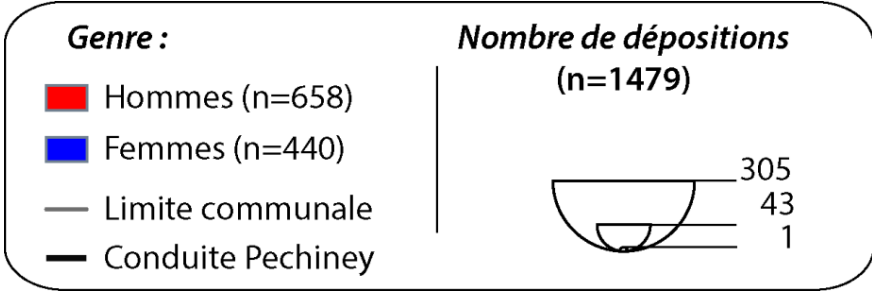
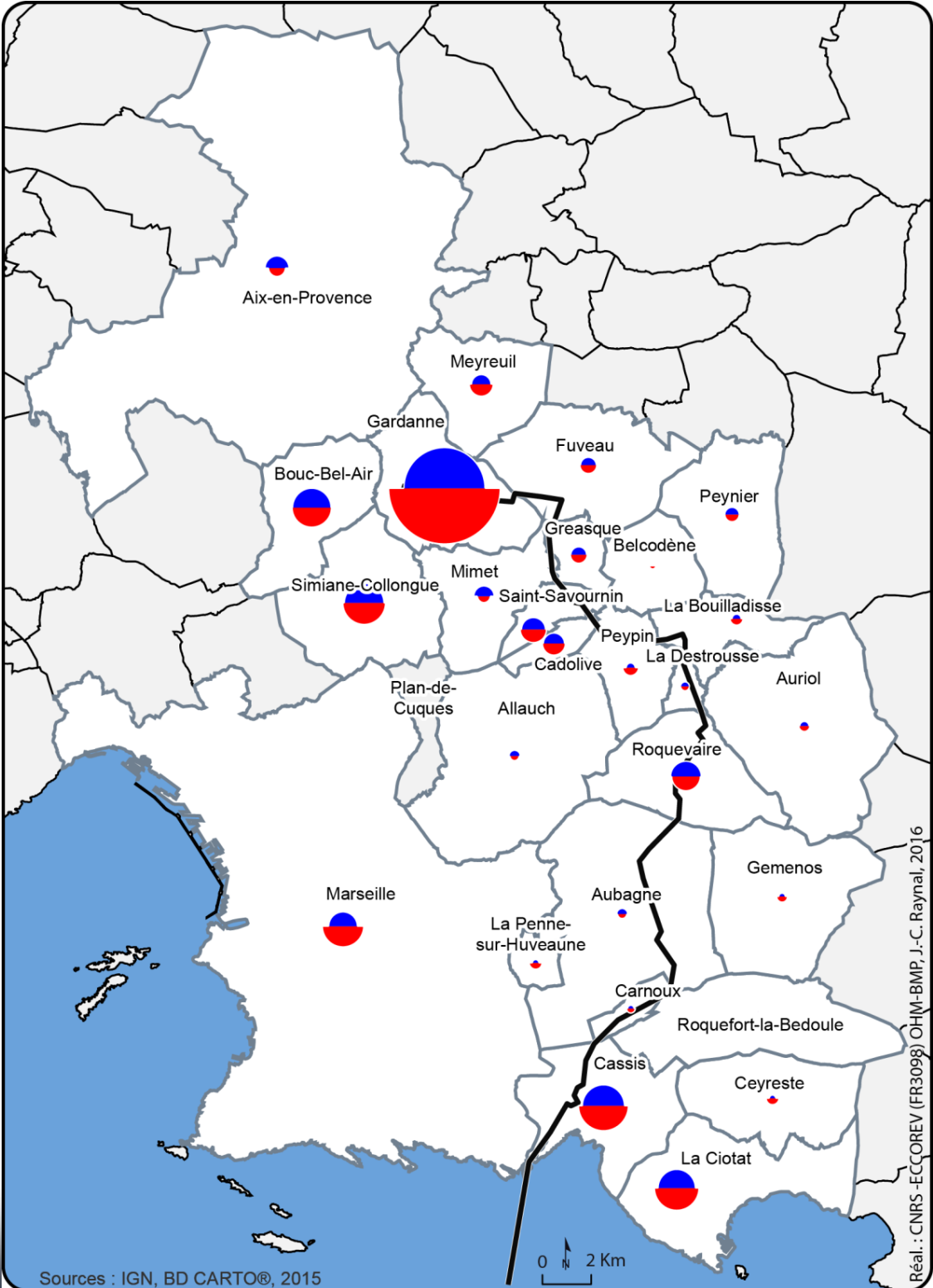
Arrêté Préfecture des Bouches-du-Rhône n° 166-2014A du 15 juillet 2015  
Tome I Pièce III Rapport Déroulement de l'enquête

GARDANNE : Registre I		
	Réponse Alteo	Pas de question précise sur le contenu du dossier, donc pas de réponse à apporter par Alteo
	Avis Commission d'Enquête	La Commission d'Enquête prend acte de l'avis favorable sans autre commentaire
8	Mr XXXXX XXXXXXXXXXXXXX XXXX	Advenit post multos Scudilo Scutariorum tribunus velamento subagrestis ingenii persuasionis opifex callidus. qui eum adulabili sermone seriis admixto solus omnium proficisci pellexit vultu adsimulato saepius replicando quod flagrantibus votis eum videre frater cuperet patruelis, siquid per inprudenciam gestum
	Réponse Alteo	Pas de question précise sur le contenu du dossier, donc pas de réponse à apporter par Alteo
	Avis Commission d'Enquête	La Commission d'Enquête prend acte de l'avis XXX sans autre commentaire
8 et 9		
	Réponse Alteo	Pas de question précise sur le contenu du dossier, donc pas de réponse à apporter par Alteo
	Avis Commission d'Enquête	La Commission d'Enquête prend acte de l'avis favorable sans autre commentaire

Commission d'Enquête décisions du Tribunal Administratif de Marseille N° E14000079/13  
du 28 juillet 2014 et du 23 septembre 2014

277

# Répartition du nombre de dépositions selon le genre

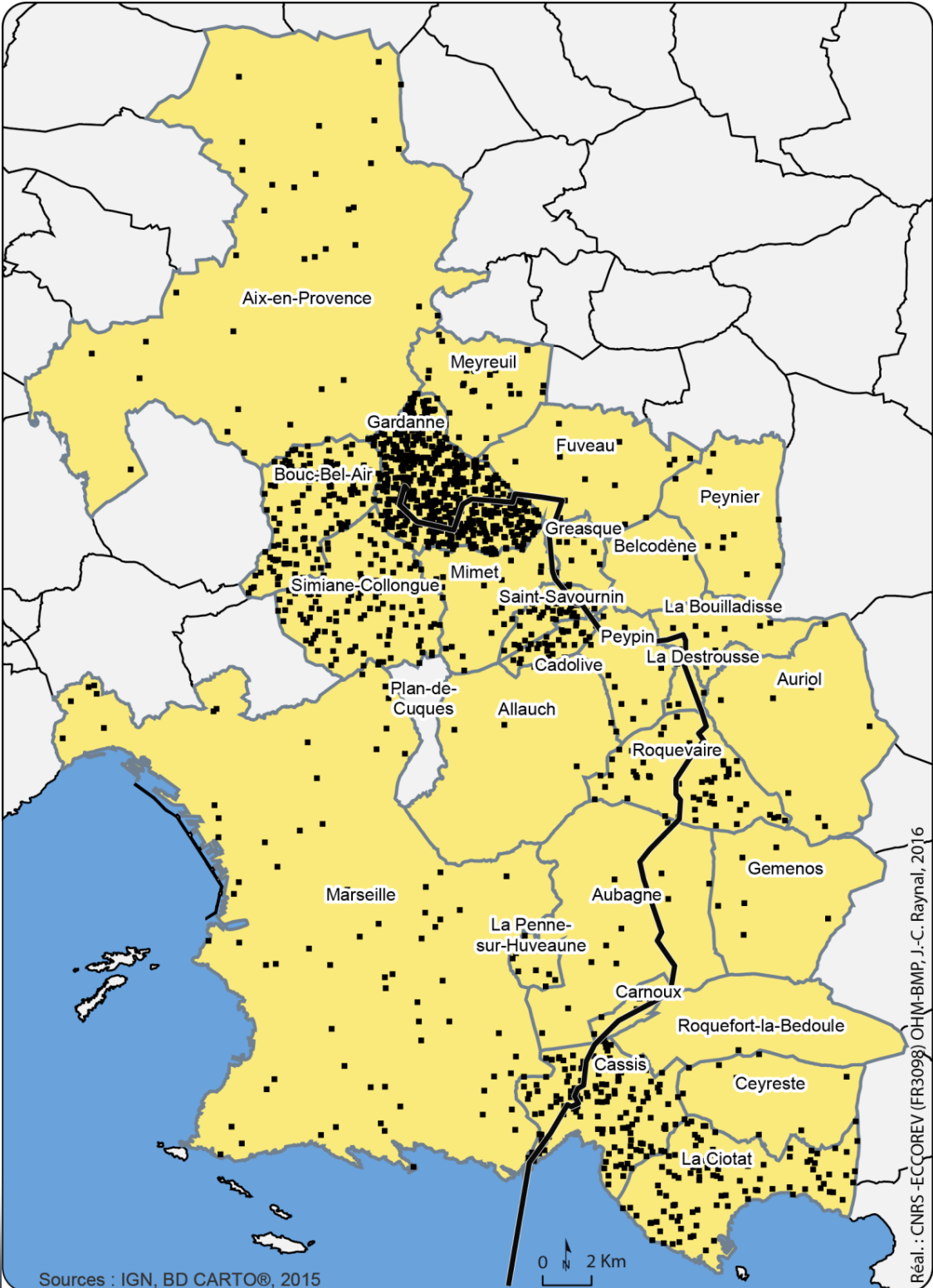


Sources : IGN, BD CARTO®, 2015

Réal. : CNRS - ECCOREV (FR3098) / OHM-BMP, J.-C. Raynal, 2016

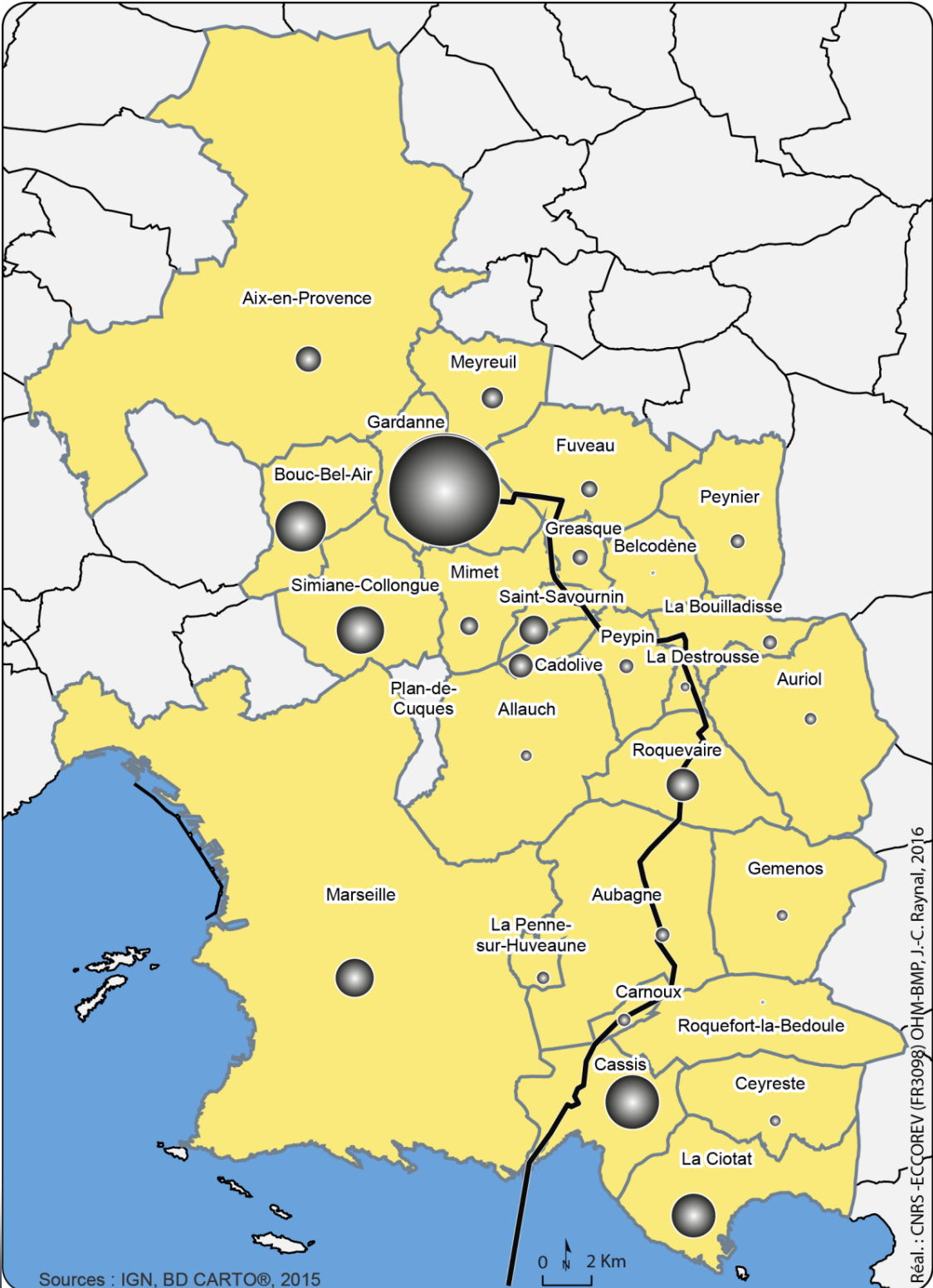
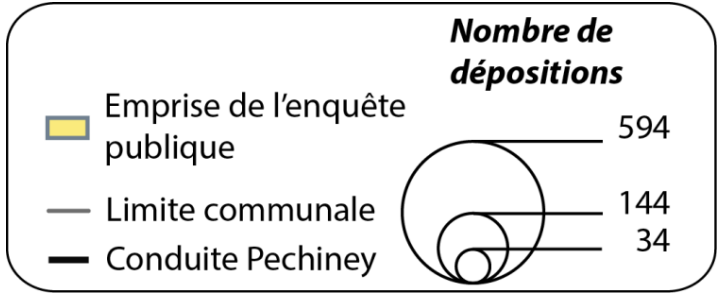
# Répartition du nombre de dépositions

- = 1 déposition (n=1 479)
- Limite communale
- Emprise de l'enquête publique





# Répartition du nombre de dépositions



# Répartition du nombre d'avis par commune

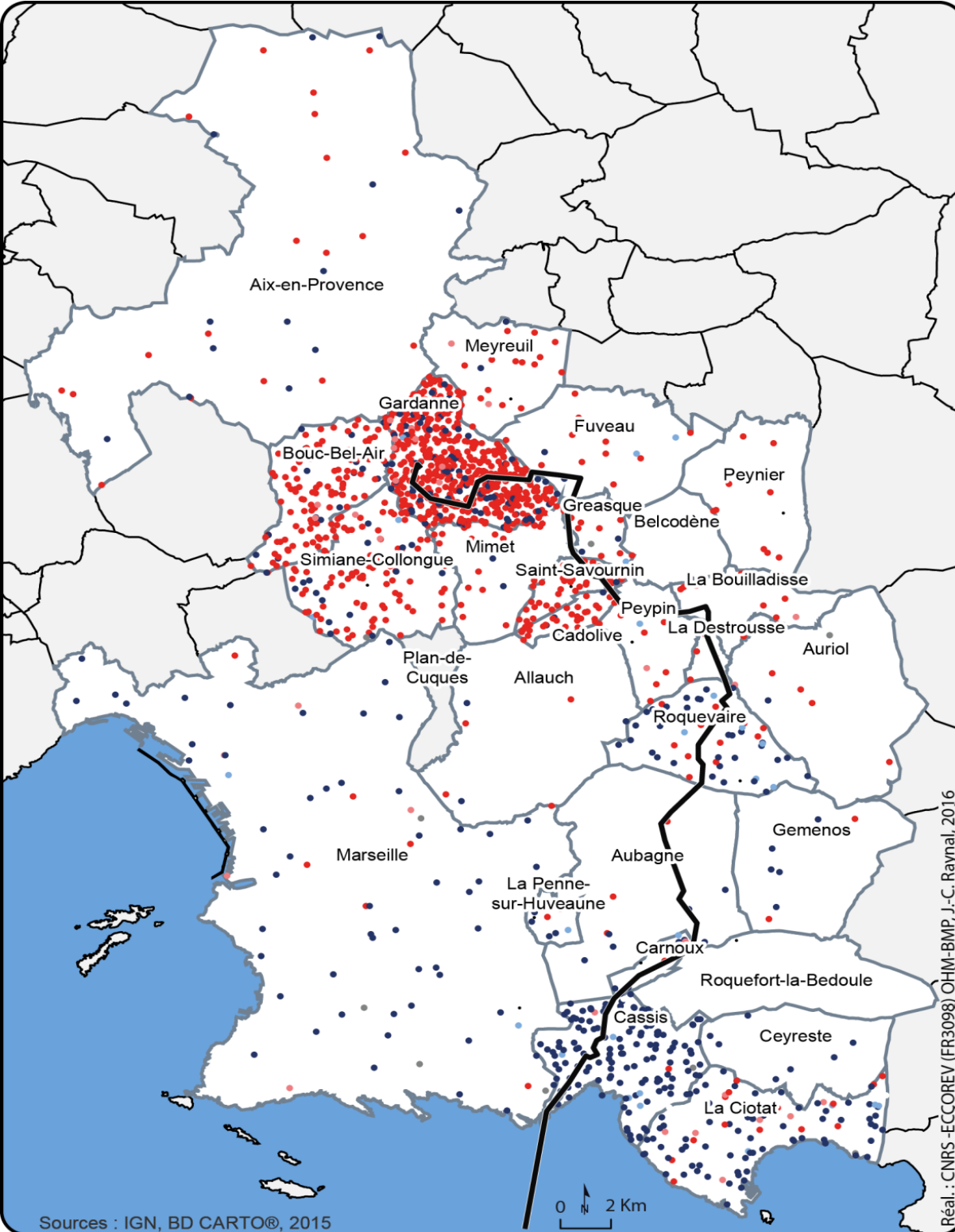
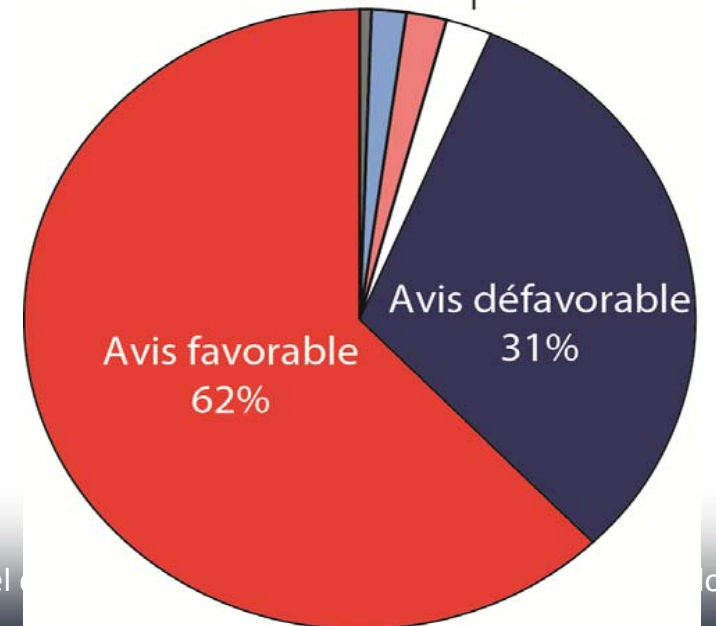
## Avis :

- Avis favorable (n= 913)
  - Avis moyennement favorable (n=27)
  - Avis neutre (n=9)
  - Avis moyennement défavorable (n=27)
  - Avis défavorable (n= 461)
  - Non renseigné (n=32)
- = 1 déposition (n=1 479)

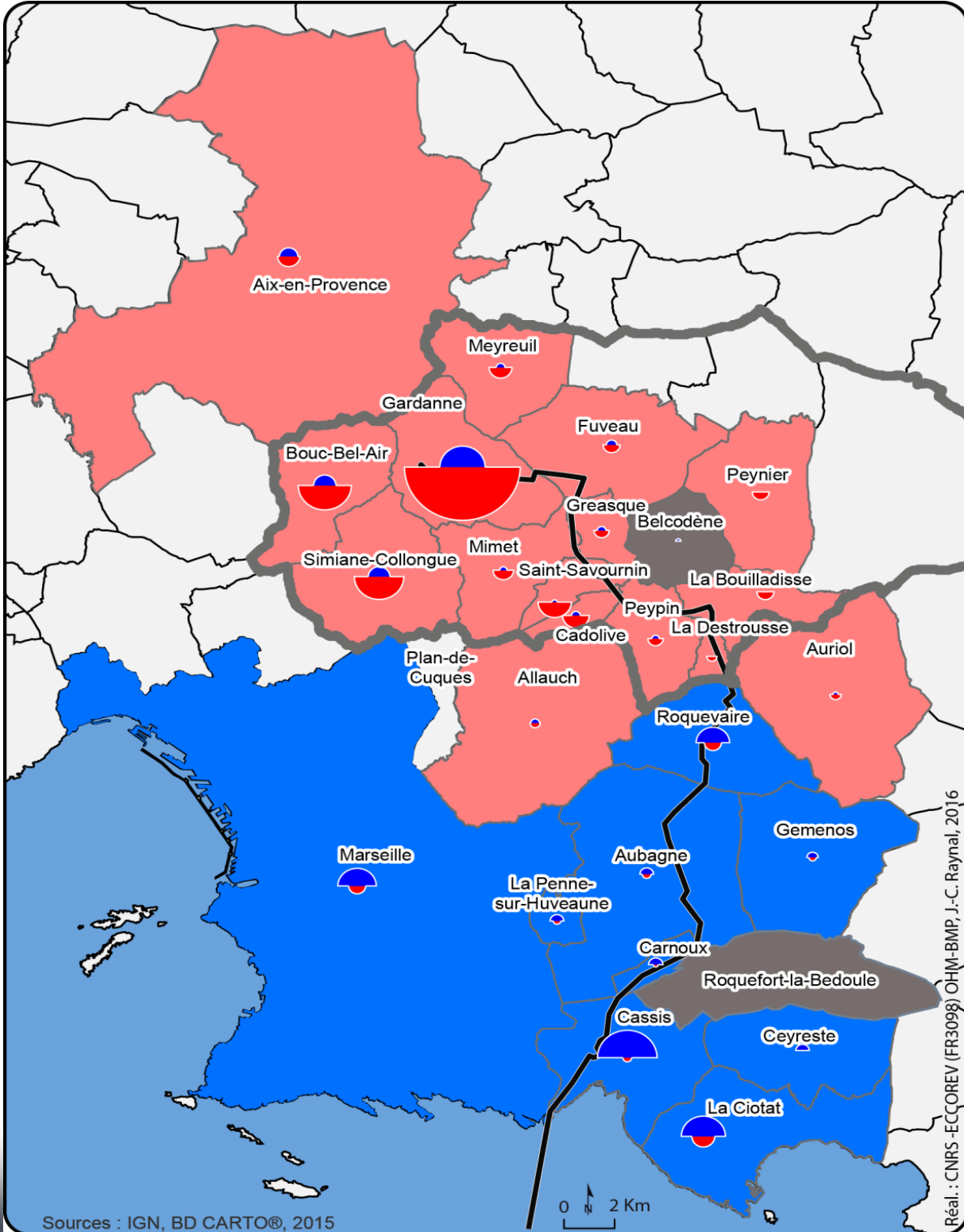
— Limite communale

— Conduite Pechiney

Avis moyennement défavorable	2%	Avis moyennement favorable	2%
Avis neutre	1%	Non renseigné	2%



# Répartition du nombre d'avis par commune



Réal. : CNRS-ECCOREV (FR3098) OHM-BMP, J.-C. Raynal, 2016

Sources : IGN, BD CARTO©, 2015

0 2 Km

Représentation des arguments des déposants favorables aux rejets en mer

# NA

Emploi industriel antériorité usine

Fin boues mtd conform investis valor ingén

Delocalisation égal pollut ailleurs

Exigenviennementale équité monitor compens reserves

Expertises indép nouvelles études

Peu\_pas impact maitrise risques

Pollution

Critique enquête publique

Risque biodiversité écosystèmes

Parc naturel sanctuaire label

Désinformation

Dépot terrestre

Defiance complicité avec l'industriel laxisme lobby avantages

Toxicité radiotoxicité accident santé futures générations



# Pollution

Toxicité radiotoxicité accident santé futur

Parc naturel sanctuaire label

Risque biodiversité écosystèmes

Exigences environ équité monitor compenser reserves

Defiance complicité indust laxi lobby avantages

Risques ressource paysage tourisme

Chantage-emploi capitalisme greenwashing

Dépôt terrestre

NA

Arbitrage gouvernemental critique gouvernance du parc

Critique enquête publique

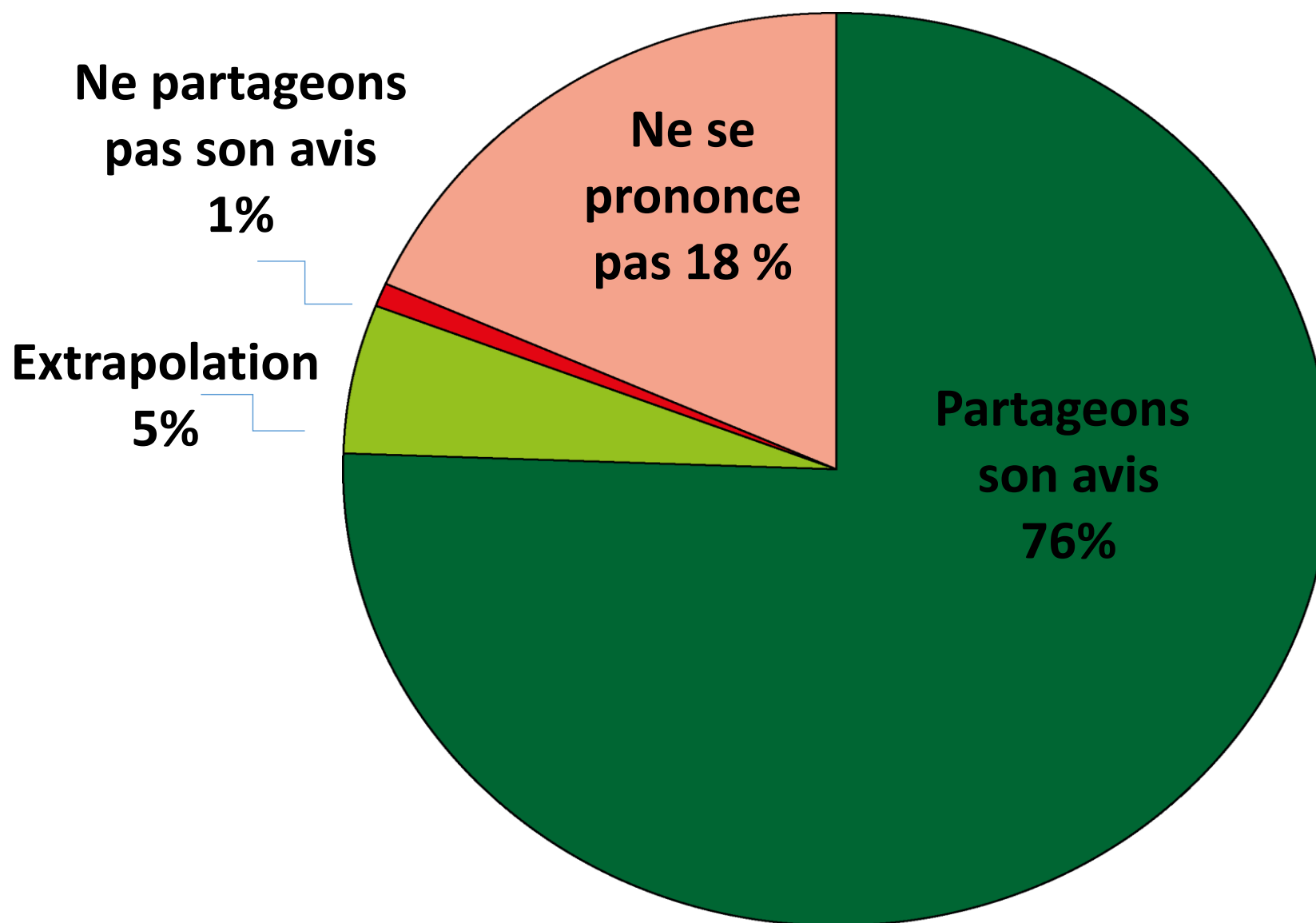
Expert indépendantes et nouvelles

Délocalisation pollution ailleurs

Emploi industriel antériorité usine

Fin boues mtd conformité investissement valorisation ingénierie

# Avis des commissaires enquêteurs



# Conclusion :

- Limite de la comparaison du système français avec les enquêtes dans les pays anglosaxons :
  - Absence de données autorisant l'identification des déposants (homme/femmes, adresses, lisibilité, etc.) (en comparaison de Pima County)
  - Une procédure intervenant sur un projet « prêt pour décision », excluant un débat ouvert sur les options de base structurant le projet (en comparaison de Vaudreuil, Canada)
- Un « droit à participer » institutionnalisé à l'échelon local ...
- Biais inféodés aux périmètres et questions (→ classement en « hors sujet »)
- Une procédure dont les maires contrôlent le « design »
- Une participation toute relative « *la principale caractéristique de l'enquête publique semble être, précisément, de se dérouler sans public* » (Blatrix, 1999) si l'on compare avec le recueil de données 2009-2015.